L'APPAREIL DE SÉCURITÉ SYRIEN DÉCAPITÉ

La fin de la dynastie Al Assad ?

Bachar Al Assad, qui se livre à des massacres sur les populations syriennes depuis plus d'une année, est amputé de ses principaux bras sécuritaires. Le ministre de la Défense, le général Daoud Rajha, le vice-ministre de la Défense, Assef Chawkat, beau-frère du président Al Assad, et le chef de la cellule de crise, le général Hassan Turkméni, également beau-frère d'Al Assad, ont été tués mercredi matin dans un attentat kamikaze à Damas.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le coup est le plus dur que Bachar Al Assad ait eu à essuyer depuis l'avènement de la révolte populaire dans son pays.

En plus des désertions de hauts galonnés, qui se sont accélérées à mesure que le régime accentue sa barbarie sur les populations civiles, c'est quasiment l'essentiel de l'encadrement sécuritaire de la Syrie qui est décimé dans l'attentat.

Outre les trois généraux morts, deux autres hauts responsables ont été blessés. Il s'agit du ministre de l'Intérieur, Mohamed Ibrahim Al Chaar, et du chef de la Sûreté nationale, Hicham Ikhtiar.

La télévision nationale syrienne, qui a répercuté l'information immédiatement après la perpétration de l'attentat, a soutenu que l'attentat a été commis par un kamikaze dans l'enceinte même de la salle où les hauts responsables de la sécurité tenaient une réunion d'urgence, suite à la détérioration de la situation dans Damas même, atteinte à son tour par le souffle de la révolte.

A se fier aux informations qui ont circulé hier, l'auteur de l'attentat, dont l'identité n'a pas été révélée, s'est fait exploser au beau milieu de la salle au moment où tout le monde était réuni. Il est fort à penser que le kamikaze fasse partie des services de sécurité syriens, un élément excédé par les atrocités commises au quotidien, qui aurait décidé de retourner ses armes contre ses supérieurs et, partant, le régime autoritaire de Bachar Al Assad.

Il ne se conçoit pas, en effet, qu'un autre admis dans ce bunker hautement sécurisé qu'est le bâtiment de la sécurité nationale ait pu déjouer la vigilance des sentinelles et parvenir à la salle où se tenait cette réunion des principaux responsables de la sécurité en Syrie. Surtout avec une ceinture d'explosifs autour de la taille.

Bachar Al Assad était-il de la réunion ?

Le président syrien Bachar Al Assad était-il de la réunion ? On ne sait. La télévision nationale syrienne n'a pas fait mention de sa présence. Mais il s'en trouve parmi les innombrables sources qui spéculent autour de l'attentat qui suggèrent sa présence au conclave.

A leur idée, une telle réunion ne peut qu'être présidée par Bachar Al Assad, en sa qualité de président et de chef suprême des armées. Cette assertion s'est trouvée renforcée, du moins jusqu'à hier après-midi, par le silence de ce dernier.

En même temps, la nomination d'un nouveau ministre de la Défense en la personne du général Fahd Jassem Al Farij.

La télévision d'Etat syrienne, qui a fait état de cette nomination, ne cite pas le président syrien. «Suite au décès du général Rajha dans un attentat à l'explosif, les autorités ont nommé, par décret présidentiel, le général Fahd Jassem Al Farij au poste de ministre de la Défense.» La non-référence au président Al Assad est, pour le moins qu'on puisse noter, énigmatique.

Photos : DR.

L'attentat porte un coup terrible à l'appareil sécuritaire syrien.

L'Armée syrienne libre (ASL) revendique

L'Armée syrienne libre (ASL), composée principalement de déserteurs de l'armée régulière, a de suite revendiqué l'attentat qui a ébranlé l'appareil de sécurité syrien. Dans un communiqué repris par l'AFP, l'ASL s'est félicitée du succès de l'opération. «Le commandement de l'ASL en Syrie annonce le succès de l'opération remarquable de ce matin qui a visé le siège de la sécurité nationale à Damas et tué des piliers de la bande d'Assad qui sont responsables de massacres barbares», écrit l'ASL, menaçant d'autres opérations spectaculaires dans Damas. Mercredi, la capitale syrienne a été le théâtre d'affrontements soutenus entre les membres de l'ASL et les troupes de l'armée régulière. Les combats ont fait rage, notamment au sud de Damas. L'armée régulière a recouru au pilonnage des quartiers et zones soupçonnés d'abriter les combattants de l'armée libre.

Aucun bilan de ces affrontements n'était disponible hier en début d'après-midi. Mais il est quasi sûr que de nouvelles victimes, parmi les populations civiles y compris, viendraient allonger la liste déjà trop longue des victimes du «massacre à huis clos».

La Syrie est au bord de la guerre civile. Des milliers de personnes ont été tuées depuis l'éclatement de la révolte populaire qui a, au fil des mois, fini par s'étendre à toutes les villes du pays. En dépit de cela, le régime syrien reste sur sa logique de guerre livrée aux populations, multipliant chaque jour un peu plus les atrocités, au point que d'ailleurs des généraux désertent et prennent la poudre d'escampette.

Situation incontrôlable, jugent les Américains et les Britanniques

Les ministres américain et britannique de la Défense, Leon Panetta et Philip Hammond, ont estimé mercredi matin, lors d'une conférence de presse au Pentagone, que la situation en Syrie est incontrôlable.

«C'est une situation qui devient rapidement incontrôlable et pour cette raison, il est extrêmement important de travailler avec les autres pays qui partagent cette inquiétude afin de mettre le plus de pression possible sur (le président syrien Bachar) Al-Assad afin qu'il quitte le pouvoir et permette une transition pacifique», a affirmé le ministre américain, tandis que son homologue britannique a dit «absolument» partager ce point de vue. Mais la Russie maintient de rester l'alliée en toute circonstance de la Syrie.

Mercredi encore, elle a averti qu'elle ne laisserait pas le Conseil de sécurité de l'ONU adopter une résolution sur la Syrie. La déclaration est du chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, qui recevait à Moscou le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan.

«En fait de calmer l'opposition, certains de nos partenaires l'encouragent (...).

Maintenant est lancé ''Volcan de Damas'', l'opération ''Bataille pour la capitale'', ''Combat décisif''», a déclaré M. Lavrov à des journalistes au Kremlin, où le président russe Vladimir Poutine recevait M. Erdogan, soulignant que «dans ce contexte, l'adoption de la résolution serait un soutien direct à un mouvement révolutionnaire. S'il est question d'une révolution, l'ONU n'a aucun rapport avec ça».

Rappelons que la Russie et la Chine restent les meilleures alliées du régime syrien. Elles ont eu déjà à s'opposer au vote de sanctions par le Conseil de sécurité de l'ONU.

La Russie est même accusée par certaines capitales occidentales de poursuivre à livrer des armes au régime de Bachar Al Assad. Des armes qu'il utilise contre les populations.

Les attitudes russe et chinoise restent inchangées en dépit des nombreux massacres commis sur les populations par l'armée régulière syrienne et ses milices supplétives. Kofi Annan, le médiateur onusien pour la Syrie, a, de son côté, demandé le report de l'examen par le Conseil de sécurité de la requête occidentale (résolution).

Un examen qui devait intervenir hier mercredi.

S. A. I.

Les combats dans Damas.